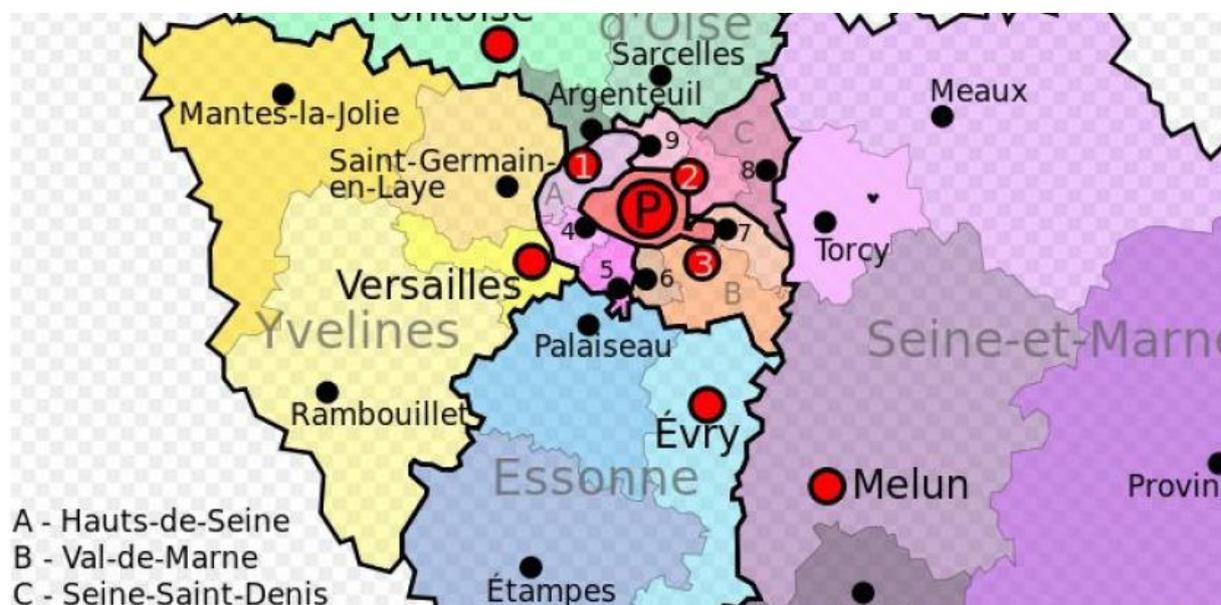


## Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne : faut-il supprimer les départements qui touchent Paris ?

Jean-Marc Ayrault fait un pas supplémentaire dans la réorganisation régionale évoquée par François Hollande qui vise à aboutir à une quinzaine de régions contre 22 aujourd'hui en métropole.



Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault s'est dit favorable, jeudi 16 janvier, à la "suppression des départements de la première couronne" parisienne, soit les Hauts-de-Seine, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne.

"Je suis favorable à ce que l'on aille vers la suppression des départements de la petite couronne: faire les communes, et la métropole", a déclaré le Premier ministre sur France Inter. "On a besoin de métropoles et autour des métropoles, il faut simplifier."

Cette proposition s'inscrit dans la réorganisation régionale évoquée par François Hollande qui vise à aboutir à "une quinzaine de régions", contre 22 aujourd'hui en métropole, a annoncé sur RMC, mercredi, le député PS Thierry Mandon, codirigeant du conseil de la simplification voulu par le chef de l'Etat.

Lors de sa conférence de presse la veille, le président de la république a annoncé, pour simplifier le "mille-feuilles" des collectivités locales, une nouvelle étape ambitieuse de la décentralisation avec des transferts de compétences vers les régions, dont le nombre (22) pourrait "évoluer".

---

### **Un "bonus" en cas de fusion**

---

Le ministre du Budget Bernard Cazeneuve a ajouté qu'il allait proposer un "bonus" en cas de fusion de collectivités locales, tandis que celles qui refusent de se rapprocher recevraient de moindres dotations. "Dans la perspective de l'élaboration du budget 2015, il faut, en liaison avec les grandes associations d'élus, avec le ministère des Collectivités locales et de la Réforme de l'Etat, que nous engageons la réflexion" sur le rapprochement de certaines collectivités, a indiqué le ministre.

Il a détaillé sa proposition en la matière, à savoir "que les collectivités locales qui s'apprêtent à fusionner bénéficient d'un bonus et que celles qui refusent de mutualiser leurs moyens de fonctionnement, qui refusent de se rassembler lorsque c'est nécessaire (...) aient moins de dotation que les autres. C'est simple".

"Si, demain, les élus de Normandie -et je souhaite qu'ils le fassent, je me suis toujours battu pour cela- décident de fusionner la Haute et la Basse Normandie, nous aurons de la mutualisation, nous aurons des économies de fonctionnement et nous aurons une région, la Normandie, qui pèsera davantage dans l'Union européenne", a relevé Bernard Cazeneuve, rappelant avoir procédé en tant que maire de Cherbourg à sa fusion avec la ville voisine d'Octeville en 2000.

---

### **Ne pas brûler les étapes**

---

"Depuis des mois, au nom de l'égalité des territoires, j'ai défendu le projet de Métropole du Grand Paris : ne brûlons pas les étapes et concentrons-nous d'abord sur la réussite de cette Métropole telle qu'elle vient d'être définie par la loi", recommande dans un communiqué le successeur de Claude Bartolone à la tête du "93", Stéphane Troussel.

"La question du rapprochement des départements de Paris et de la petite couronne se posera dans un second temps", selon lui.

"Ce rapprochement ne devra donc répondre qu'à un seul objectif : réduire enfin les inégalités territoriales et sociales qui mineront de l'intérieur la métropole du Grand Paris comme elles minent aujourd'hui l'Ile-de-France", assure-t-il.

"Mais faire croire qu'il suffirait de supprimer les départements pour régler, par exemple, les problèmes des 85.000 allocataires du RSA de Seine-Saint-Denis, ce serait mentir à nos

concitoyens. S'il s'agit au contraire de poser la question du partage des richesses et des ressources pour qu'elles soient utilisées là où on en a le plus besoin, je dis : chiche !"

Deux sénateurs de petite couronne, Philippe Dallier (UMP) et **Philippe Kaltenbach** (PS), se sont de leur côté chacun réjouis de cette idée.

"Chiche" M. le Premier Ministre, écrit dans un communiqué Philippe Dallier (Seine-Saint-Denis) en estimant que Jean-Marc Ayrault "rejoint ainsi la liste, chaque semaine plus importante, des responsables politiques - tous bords confondus - qui se rallient à cette position pragmatique, que j'appelle de mes vœux depuis la publication de mon rapport parlementaire en 2008!".

"Nous aurions pu gagner du temps en intégrant cette organisation territoriale désormais inéluctable dans la loi votée en décembre dernier, et créant la métropole du Grand Paris au 1er janvier 2016", poursuit-il en rappelant qu'il avait déposé des amendements en ce sens.

---

## Seconde loi de décentralisation

---

"La seconde loi de décentralisation, qui va être examinée au Sénat en avril prochain et qui devrait être retouchée et complétée pour intégrer les nouvelles orientations de l'exécutif, doit être l'occasion de concrétiser ce projet moderne, si important pour l'avenir de la zone capitale et ses habitants", ajoute le maire des Pavillons-sous-Bois.

"La métropole du Grand Paris a vocation à permettre une importante simplification administrative en remplaçant l'ensemble des intercommunalités existantes par une métropole", souligne de son côté **Philippe Kaltenbach** (Hauts-de-Seine). "En intégrant aussi les départements au sein de la métropole, nous irons plus loin dans cette nécessaire simplification en supprimant un échelon sur ce nouveau territoire".

"La cohabitation sur le territoire de cette métropole du Grand Paris de quatre politiques départementales distinctes serait de nature à contrarier la réalisation" de l'objectif de mieux coordonner les politiques publiques locales", considère-t-il. "C'est pour cela qu'il avait demandé, comme d'autres parlementaires socialistes", lors des débats entourant l'examen du projet de loi créant la métropole du Grand Paris, "la suppression des départements de Paris et de la petite couronne".